

Comprendre les orientations stratégiques dans un monde en recomposition

- › *Questions militaires*
- › *Sécurité économique*
- › *Souveraineté et autonomie*
- › *Compétition internationale*

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE

ADN 2024

L'**A**nnée de la **D**éfense **N**ationale

Comprendre les orientations stratégiques
dans un monde en recomposition

Sous la direction du général BENOÎT DURIEUX
Préface de JEAN-MARIE GUÉHENNO



SOMMAIRE

- 7 **PRÉFACE** Par Jean-Marie Guéhenno
 - 11 **INTRODUCTION** Par le général Benoît Durieux
 - 19 **PARTIE 1 LA DÉFENSE MILITAIRE**
-

- 21 **Les leçons militaires de la guerre en Ukraine**
Vincent Breton
- 28 **Le renforcement du flanc est de l'OTAN :
les missions Lynx et Aigle**
Frédéric Pesme
- 36 **Le concept stratégique de l'OTAN de 2022**
Olivier Schmitt
- 43 **Quelle stratégie pour la France en Afrique ?**
Pierre Prod'homme
- 53 **La réserve des armées**
Sébastien Jakubowski

61 **PARTIE 2 LA DÉFENSE NATIONALE**

- 63 **La revue nationale stratégique**
Jean-Pierre Maulny
- 69 **Le cyber à l'épreuve de la guerre en Ukraine**
Marc Watin-Augouard
- 76 **La stratégie énergétique française :
sortir de « l'impasse des stratégies uniques »**
Sophie Méritet
- 83 **La stratégie ministérielle de maîtrise des fonds marins**
Nicolas Mazzucchi
- 89 **La boussole stratégique de l'Union européenne :
de la décision à la mise en œuvre**
Sven Biscop
- 96 **Le plan européen en matière d'énergie REPowerEU**
Richard Lavergne

103 **PARTIE 3** LA SÉCURITÉ NATIONALE

- 105 **La stratégie Climat & Défense**
Nicolas Regaud
- 112 **L'économie de guerre, de la posture à la politique publique**
Renaud Bellais
- 121 **Le rapport au Parlement 2022 sur les exportations
d'armement de la France**
Julien Malizard

129 **PARTIE 4** LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

- 131 **L'invasion de l'Ukraine par la Russie :
une guerre pour un autre ordre international ?**
Isabelle Facon
- 138 **Le projet d'intégration de la Finlande et de la Suède à l'OTAN :
quelles perspectives au sein de l'Alliance ?**
Barbara Kunz
- 145 **La déclaration sino-russe du 4 février 2022 :
un projet révisionniste de l'ordre international**
Marc Julienne
- 152 **La stratégie de sécurité nationale de l'administration Biden**
Maya Kandel
- 159 **La présidence française du Conseil de l'Union européenne
de 2022 : relance, puissance et appartenance**
Christian Lequesne

167 **CONCLUSION** Par Guillaume Lasconjarias

171 **CHRONOLOGIE** 1^{er} janvier 2022 – 1^{er} juin 2023

175 **BIOGRAPHIE DES AUTEURS**

179 **REMERCIEMENTS**

PRÉFACE

PAR JEAN-MARIE GUÉHENNO

Trois quarts de siècle après sa fondation, l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) publie pour la première fois de son histoire un annuaire consacré à la défense nationale. Le moment est particulièrement opportun : après des décennies pendant lesquelles la guerre froide avait défini l'horizon stratégique de la France, le paysage dans lequel s'inscrit notre sécurité n'a pas cessé de se compliquer, et il est urgent de prendre la mesure des défis multiples auxquels notre pays doit faire face. Après un bref moment unipolaire, la montée de la menace terroriste et la multiplication d'espaces non gouvernés où les groupes terroristes peuvent s'abriter ont fait la démonstration que notre sécurité peut être menacée par la faiblesse des États autant que par leur force. Dans le même temps, la rapide montée en puissance de la Chine a mis fin au moment unipolaire dominé par la puissance américaine et le centre de gravité stratégique du monde a commencé à se déplacer vers l'Asie. Beaucoup d'Européens ont alors pu croire, le traumatisme des guerres balkaniques surmonté, qu'ils allaient enfin sortir sur la pointe des pieds de l'histoire et que l'exemple de leur modèle suffirait par son rayonnement à assurer la paix.

La France n'a jamais partagé ces illusions et l'invasion de l'Ukraine par la Russie remet au premier plan les menaces de la force. La guerre est revenue en Europe sous sa forme la plus classique et la plus brutale : un conflit de haute intensité où un pays tente de conquérir son voisin et où ce dernier lutte pour son existence. Nous entrons dans une nouvelle phase de notre histoire stratégique et c'est le devoir de l'IHEDN d'apporter de la clarté dans un paysage qui n'a pas la simplicité de la guerre froide et où la complexité même de la situation rend plus difficile la consolidation de cet esprit de défense qu'une des missions de l'Institut est d'entretenir. Il n'y a pas de ligne bleue des Vosges sur laquelle fixer notre regard et l'Institut doit mobiliser les volontés sans tomber dans la simplification d'une lecture unidimensionnelle du paysage stratégique. Cet annuaire y contribuera très utilement.

Nous avons en partie construit notre sécurité sur le pari que les relations internationales étaient de plus en plus gouvernées par les règles du droit international. Nous savions que ces règles étaient parfois violées mais nous pensions que la tendance de fond était à la consolidation de règles de plus en plus ambitieuses qui régissaient non seulement les relations entre États mais aussi leur conduite interne. La création de la Cour pénale internationale, l'affirmation de normes nouvelles comme la responsabilité de protéger reflétaient cette vision optimiste de l'évolution des relations internationales. Nous observons aujourd'hui un processus inverse : la guerre de conquête menée par la Russie, les nombreux crimes de guerre qu'elle commet, l'usage de la force contre des cibles sans valeur militaire et les menaces voilées d'usage de l'arme nucléaire sont autant de violations de la Charte des Nations unies et du droit international humanitaire, commises par un membre permanent du Conseil de sécurité. Le message pour le reste du monde est clair : face à l'usage brutal de la force, le rempart du droit international paraît soudain bien fragile et chacun doit compter sur ses propres forces et sur ses alliances. Cette perception explique le décalage entre la condamnation de l'agression russe par une large majorité de membres de l'ONU et le peu d'empressement de beaucoup des mêmes pays à mettre en accord leurs actes et leurs paroles. Dans un monde où paraît régner la force, l'opportunisme l'emporte sur les principes, et chacun veille d'abord à ses intérêts immédiats.

Cela ne veut pas dire que le combat pour un monde régi par des règles a perdu son sens. Beaucoup de pays de petite ou moyenne taille savent qu'un monde dominé par la force est un monde qui risque de les écraser, mais la rhétorique du droit ne suffit pas à les convaincre. Ils veulent être assurés que les défenseurs du droit ont la capacité et la volonté de mettre la force au service du droit. Pour la France, la leçon est claire : une posture de défense robuste n'est pas une alternative à son ambition de promouvoir un monde régi par des règles, mais au contraire la condition de sa crédibilité.

Cette érosion des règles met notre pays devant ses responsabilités vis-à-vis de ses plus proches partenaires et alliés : quels risques est-il prêt à prendre pour préserver les engagements qui fondent la crédibilité de l'Union européenne et de l'OTAN, c'est-à-dire ce qui reste d'un monde de droit ? D'un côté, le fait que la France appartienne à l'Union européenne et à l'OTAN signifie qu'elle n'est pas seule face aux nouveaux défis de sécurité. De l'autre, la solidarité sur laquelle elle compte signifie également que, malgré sa situation géographique privilégiée à l'ouest de l'Europe, où elle est entourée de puissances amies, elle se trouve également en première ligne : le glacis qui protège le territoire national n'a de valeur que si la France est prête à démontrer par ses actes que la sécurité de la Pologne, des États baltes, de la Finlande ou de la Suède est aussi sa sécurité.

Cette réalité stratégique n'est pas entièrement nouvelle si on la compare à la situation de la guerre froide, quand la présence de notre armée en Allemagne était la manifestation concrète de notre solidarité. Mais l'équilibre stratégique a changé : pendant la guerre froide, la crainte existait que la masse des chars du pacte de Varsovie, alors déployés à moins de 500 kilomètres de nos frontières, ne submerge l'OTAN, et le recours à la dissuasion nucléaire apparaissait comme le scénario le plus crédible pour prévenir une agression qui risquait de déboucher sur une défaite de l'OTAN. La situation actuelle est bien différente. Les lignes potentielles de front ont été repoussées à l'est et la piètre performance de l'armée russe en Ukraine, dont les capacités semblent bien inférieures à celles du pacte de Varsovie, donne à penser qu'une défense conventionnelle est aujourd'hui une option crédible contre la Russie. Qui plus est, les États-Unis, qui ont toujours craint qu'un affrontement sur le territoire européen ne les engage dans une escalade nucléaire qui finirait par atteindre leur territoire, sont plus que jamais désireux de limiter le risque de nucléarisation d'un conflit. Cette configuration nouvelle pose aux Européens et particulièrement à la France des questions difficiles. D'un côté, nous conservons l'ambition de bannir la guerre du territoire européen grâce à la dissuasion nucléaire. De l'autre, la guerre d'Ukraine montre qu'une puissance nucléaire peut espérer lancer une agression conventionnelle tout en sanctuarisant son territoire grâce à la dissuasion. Sera-t-il longtemps crédible que les puissances de l'OTAN envisagent de franchir le seuil nucléaire s'il existe une alternative conventionnelle viable face à une agression ? L'agression russe pose en termes nouveaux la question de l'articulation de la défense conventionnelle avec la dissuasion nucléaire, et du seuil nucléaire.

Ce panorama confus se brouille encore davantage quand on observe les conditions dans lesquelles sont conduites les guerres contemporaines, qui rapprochent les menaces de la force des menaces de la faiblesse. Au Mali comme en Ukraine, la milice russe Wagner opère et des acteurs non étatiques jouent un rôle croissant dans les conflits. La guerre n'est plus la collision de deux nations en armes, mais la confrontation d'une multitude d'acteurs. En Ukraine même, de nombreux bataillons sont financés sur une base privée, créant le risque qu'à la longue ils s'autonomisent par rapport à l'État qu'ils défendent et se transforment en groupes armés, comme on l'observe dans des pays où les conflits durent, tels que la Syrie. Par ailleurs, de grandes entreprises améri-

caines comme Microsoft ou Google apportent une aide significative à l'Ukraine dans le domaine cyber. Cette prolifération d'acteurs non étatiques non seulement retire aux États le monopole de la force mais redéfinit également le concept de guerre.

Quelle distance en effet entre la levée en masse des guerres de la Révolution, l'Union sacrée de 1914, et la guerre asymétrique d'Ukraine, où un pays subit de plein fouet une agression qui n'ose même pas dire son nom et est qualifiée d'«opération militaire spéciale» parce que le président Poutine n'est pas certain de pouvoir pleinement mobiliser son peuple ? Une guerre où le succès de l'Ukraine dépend de façon cruciale de l'engagement de pays qui sont déterminés à n'en pas partager les risques et dont le soutien est donc fragile.

Pour la France, c'est une situation sans précédent : l'issue de la guerre d'Ukraine déterminera de façon durable le paysage stratégique européen mais c'est une guerre dans laquelle elle n'est que très indirectement engagée, ce qui pose en termes nouveaux le défi qui fut à l'origine de la création de l'IHEDN, la construction d'un véritable «esprit de défense». Les Ukrainiens démontrent chaque jour que l'esprit de défense est la condition de la victoire. Sans lui, l'aide occidentale serait de peu de prix. Mais c'est une chose de mobiliser l'esprit de défense quand la survie du pays est en jeu comme c'est le cas pour les Ukrainiens, c'en est une autre quand la menace n'a pas la même évidence existentielle. C'est heureusement le cas de la France, qui n'est pas directement menacée aujourd'hui mais dont la sécurité future dépendra de conflits et de crises sur lesquels elle a une influence, mais dont elle ne détermine pas l'issue : l'Ukraine, bien sûr, mais aussi l'Indopacifique, où l'évolution de la relation sino-américaine sera déterminante, le Moyen-Orient, où le risque de prolifération nucléaire n'est pas écarté, et le continent africain où, dans certains cas extrêmes, la pérennité de l'État, première ligne de défense d'un ordre international, est menacée, et où l'ONU n'est pas toujours la bienvenue.

Le défi est d'autant plus difficile à relever que la stratégie du chaos semble parfois tenter la Russie, qui n'a pas les moyens de façonner un nouvel ordre international mais peut contribuer à détruire ce qui reste de l'ancien, et dispose pour ce faire de moyens nouveaux. Dans ces actions de sape, l'internet et les médias sociaux occupent en effet un nouveau champ virtuel où peuvent se déployer des opérations d'influence que les sociétés démocratiques ont le plus grand mal à maîtriser. Nous ne sommes qu'au début de cette nouvelle ère digitale, et il faut s'attendre à la prolifération de *fake news* de plus en plus sophistiquées, où les mots, les sons, les images auront été fabriqués grâce à de puissants logiciels, créant de faux événements avec de vraies personnalités. La différenciation entre le vrai et le faux deviendra de plus en plus difficile, et elle risque d'être toujours en retard sur la dissémination des *fake news*, qui, elle, est instantanée. Les effets sur notre société sont déjà visibles, pour certains, le résultat d'opérations d'influence conçues par des acteurs hostiles, pour d'autres, la simple conséquence de la fragmentation et de la polarisation que facilitent les médias sociaux.

Dans ce contexte difficile, la publication d'un annuaire, qui s'attache avec rigueur à présenter des faits et à permettre un débat informé sur des sujets complexes, est une très bonne manière de contribuer à la création d'un esprit de défense. Dans une époque où nous sommes à la fois surinformés et souvent désinformés, l'esprit de défense ne peut pas être le produit d'un processus incantatoire. Il doit avec humilité présenter la complexité. C'est le mérite de l'Institut des hautes études de défense nationale, en publiant cet annuaire, de revenir à ses sources, en faisant le pari qu'une réflexion informée sur des sujets difficiles est en démocratie le meilleur moyen de mobiliser citoyennes et citoyens.

PARTIE 1

LA DÉFENSE MILITAIRE

Les leçons militaires de la guerre en Ukraine

Vincent Breton

Introduction

Auditionné à l'Assemblée nationale le 13 juillet 2022, le chef d'état-major des armées (CEMA), le général Thierry Burkhard, a fait part de son appréciation du contexte stratégique international et de son analyse de l'agression de l'Ukraine par la Russie. À cette occasion, il a souligné plusieurs tendances de fond et des points plus spécifiques au conflit. La première tendance de fond concerne l'évolution de l'environnement stratégique, marqué par le retour de compétiteurs désinhibés qui privilégient les rapports de force et n'hésitent pas à recourir à l'action militaire pour asseoir leur volonté. La seconde porte sur l'extension des différents domaines de conflictualité, déjà évoquée par le CEMA en octobre 2021 : « Les stratégies nationales de puissance s'expriment dans un nombre croissant de milieux et de champs. Elles se déploient dans un périmètre toujours plus large, au fur et à mesure que les activités humaines s'étendent à de nouveaux domaines, multipliant ainsi les espaces de confrontation¹ ». Le troisième point est spécifique au conflit en Ukraine. Il marque une rupture stratégique dans le voisinage européen et un changement d'échelle par rapport aux guerres asymétriques qui ont marqué les trente dernières années.

Des renseignements biaisés

Tout porte à croire que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a été déclenchée à partir de renseignements biaisés, destinés à satisfaire un régime auto-intoxiqué par son ambition impérialiste de rétablir les frontières de l'URSS.

Il est fort probable qu'en attaquant l'Ukraine le 24 février 2022 Moscou se soit lourdement trompée dans son analyse. Elle n'envisageait pas un long conflit. Son « opération militaire spéciale » avait planifié des combats limités. Elle misait sur la sidération des Ukrainiens, sur la fuite de leur président et sur la déliquescence de leurs institutions. Elle pensait que le gouvernement à Kiev tomberait en quelques jours et que le peuple ukrainien accepterait ensuite un pouvoir favorable à Moscou, qui l'amènerait à réintégrer la Grande Russie.

En lançant cette agression, la Russie a surestimé son influence en Ukraine, tout comme elle a également surestimé le niveau des armées russes, faussement confortées par la supériorité qu'elles avaient démontrée en Syrie face à Daesh à partir de 2015 et par des exercices militaires largement publicisés à partir de 2017.

Inversement, Moscou a sous-estimé combien le peuple ukrainien, dans sa grande majorité, rejetait tout rattachement à la Russie et au contraire combien il aspirait à l'Europe et à ses valeurs démocratiques. Parallèlement, elle a sous-estimé les capacités de résistance des armées ukrainiennes, ignorant leur considérable transformation depuis 2014 avec l'appui de conseillers militaires en majorité anglo-saxons.

Enfin, Moscou a pensé que les Occidentaux ne réagiraient pas à cette agression et accepteraient ce fait accompli, comme en 2014 pour la Crimée. La Russie pensait que les États-Unis seraient demeurés exclusivement concentrés sur le compétiteur chinois et que les Européens étaient paralysés par leur dépendance énergétique envers la Russie.

1. Général Thierry Burkhard, Vision stratégique du chef d'état-major des armées, octobre 2021.

L'extension continue de la conflictualité à de nouveaux domaines

Les événements qui affectent l'Ukraine depuis plus de dix ans constituent une nouvelle démonstration de l'extension continue de la conflictualité à de nouveaux domaines. Classiquement centrée sur la terre, la mer et l'air, la conflictualité gagne désormais les espaces réputés communs de l'exo-atmosphérique, du cyber ainsi que les champs immatériels électromagnétique et informationnel.

Avant le 24 février 2022, Moscou privilégiait les stratégies dites «hybrides», conçues pour rester sous le seuil d'un conflit ouvert. La Russie déployait ses actions dans les domaines propices à la dissimulation. En combinant attaques informatiques, attaques informationnelles et manœuvres de guerre électronique, elle menait un long travail d'ingérence et de subversion avec l'objectif de saper la cohésion des Ukrainiens et leur confiance envers leurs institutions et leur gouvernement. Cette période de guerre insidieuse a connu son point d'orgue en 2014, où de fameux «petits hommes verts» – des soldats russes déguisés en miliciens sécessionnistes ukrainiens – lui ont permis de mettre la main sur la Crimée et une partie des oblasts de Donetsk et Louhansk.

Depuis le 24 février 2022, l'agression contre l'Ukraine a pris une forme assumée. Elle constitue pour les deux belligérants une guerre de haute intensité où les sept milieux et champs de conflictualité, décrits par le CEMA en octobre 2021, sont sévèrement disputés. Sans entrer dans le détail de chacun de ces domaines, il est intéressant de formuler quelques remarques générales.

Le début de la guerre a été marqué par de très nombreuses attaques cybernétiques sur les infrastructures militaires et civiles ukrainiennes. Certaines de ces attaques ont été très efficaces, comme celle contre l'opérateur de communication par satellite Viasat, utilisé par les armées ukrainiennes. Mais l'Ukraine n'a pas subi de «cyber-Pearl Harbor». L'essentiel des attaques a été déjoué, car depuis 2014, et singulièrement depuis la fin 2021, l'Ukraine s'était très bien préparée et protégée, notamment avec l'appui des États-Unis, de leur *Cyber Command* militaire mais aussi des géants américains du numérique (Microsoft, Google, AWS...). Il en ressort donc un enseignement encourageant : une très bonne cyberdéfense permet de déjouer l'essentiel des attaques informatiques.

La suite de la guerre a montré des attaques cybernétiques beaucoup moins évoluées, donc encore moins efficaces. Cette guerre rappelle aussi que la lutte informatique offensive (LIO) est souvent limitée à la phase initiale du conflit. Une attaque cyber est longue à construire contre un système militaire durci. Elle ne peut servir qu'une fois et elle est longue à renouveler. La LIO est donc relativement inadaptée avec le tempo rapide des opérations et le besoin de synchronisation avec une opération militaire classique. Une fois le conflit installé, les avantages du cyber (action sous le seuil de la force, possibilité de déni) perdent en intérêt et ses capacités d'entrave sont moins efficaces que celles des armes cinétiques. Il est en effet souvent plus simple de détruire un *data center* ou de couper un réseau électrique avec un explosif plutôt qu'avec une attaque cyber.

Ce conflit consacre le retour en force du champ électromagnétique. De nombreux exemples tragiques montrent que la moindre empreinte électromagnétique met à risque les deux belligérants. Le spectre électromagnétique est très contesté. Les missiles antiradars font leur grand retour. La Russie déploie des capacités de brouillage multispectre (V-UHF, satellite, GPS, radar) sur des plateformes diverses, au sol et dans les airs (avions, missiles, drones équipés de brouilleurs offensifs). En revanche, de façon surprenante, son réseau de communication est apparu peu crypté, facilitant les intrusions, le ciblage et la surveillance de ses communications.

Le champ informationnel revêt une importance considérable dans ce conflit. Il participe à la vigueur des forces morales des belligérants et il influe sur le soutien international dont ils bénéficient.

Dans ce domaine, l'avantage revient à l'Ukraine, qui déploie une remarquable stratégie de communication, sous la direction d'un président ancien comédien professionnel. L'Ukraine a mis en place une organisation qui conjugue la culture de l'influence héritée de l'ère soviétique, une créativité et une intelligence propres, un recours massif aux outils numériques, un contrôle strict de l'information, une subsidiarité maîtrisée², une diaspora très active et influente en Occident. La stratégie de communication ukrainienne cible trois auditoires :

- le peuple ukrainien et ses soldats pour affermir leurs forces morales;
- l'opinion publique occidentale pour renforcer l'empathie et assurer ainsi le soutien massif et décisif à l'Ukraine;
- le peuple et les soldats russes pour les démoraliser et les démobiliser.

La Russie met en œuvre une machine de guerre informationnelle de tradition soviétique. Cette machine s'avère assez performante auprès du peuple russe. Elle parvient à légitimer l'« opération militaire spéciale » en entretenant un récit mémoriel fantasmé et un sentiment obsidional³. Elle est également très efficace à l'international dans la plupart des pays émergents où la Russie reste influente, en capitalisant notamment sur la volonté de non-alignement de nombreux pays, voire sur leur rejet de l'Occident. En revanche, sa stratégie de communication est mise en échec auprès des opinions publiques occidentales qui ont désormais une très mauvaise image de la Russie.

La permanence des milieux traditionnels de la guerre

Cette guerre montre également que les nouveaux espaces de conflictualité ne se substituent pas aux milieux traditionnels, terrestre, maritime et aérien.

En Ukraine, le milieu aéroterrestre est le lieu principal des batailles imbriquées de haute intensité. Sans empreinte territoriale, il n'y a ni Nation, ni État, ni accès possible aux autres milieux physiques.

En mer Noire, Russes et Ukrainiens se neutralisent parfaitement. La supériorité de la marine russe est incontestée au large des côtes, lui permettant un blocus naval *de facto* ainsi qu'une capacité de frappes côtières et dans la profondeur. En revanche, le système de déni d'accès maritime ukrainien maintient à distance la marine russe et empêche toute opération amphibie. Si cet équilibre était rompu au profit d'un des belligérants, la guerre prendrait une autre tournure. Ensuite, le sabotage des gazoducs Nord Stream en mer Baltique rappelle l'importance des fonds marins et la possibilité d'y agir en toute impunité sur des infrastructures critiques (gazoducs, pipelines, câbles électriques ou télécoms...).

Enfin, le milieu aérien constitue le lieu de transit quotidien des frappes russes dans la profondeur stratégique ukrainienne. Surtout, l'enlisement de cette guerre tient au fait qu'aucun des belligérants n'a la liberté de manœuvre dans l'espace aérien, aux abords de la ligne de front. L'absence de supériorité aérienne les condamne à une guerre d'attrition.

La plus grande transparence du champ de bataille

Le même phénomène qui conduit à l'extension des domaines de conflictualité permet la multiplication des sources de renseignement. Dans chaque milieu et dans chaque champ, il existe de plus en plus de capteurs pour dissiper le brouillard de la guerre. Le renseignement

2. Par exemple : production de contenus de communication à partir d'images prises par les soldats sur le terrain, mais contrôlées et montées à un niveau central.

3. Par exemple : l'Ukraine est dirigée par des nazis et l'Occident veut détruire la Russie.

d'origine électromagnétique, les satellites d'observation militaires et civils, les très nombreux drones, les simples citoyens avec leurs smartphones ou encore les sources ouvertes constituées par les médias et les réseaux sociaux rendent le champ de bataille plus transparent.

Cette transparence n'est pas absolue mais elle s'étend au-delà du seul espace de bataille et ne permet plus de disposer de sanctuaires. Un belligérant peut frapper dans toute la profondeur stratégique de son adversaire. Ainsi la Russie est parvenue à toucher 75% des sites militaires ukrainiens connus, dans les 48 premières heures de l'invasion. L'Ukraine est parvenue à préserver l'essentiel de ses moyens grâce à la mobilité, la dispersion et la discrétion de ses capacités clés mais également grâce à un défaut de précision des frappes aériennes russes. Cette transparence permet aussi de leurrer plus facilement un adversaire. Cette guerre montre une utilisation importante de matériel militaire factice (par exemple : véhicules blindés gonflables). L'adversaire est attiré puis piégé avec des leurre. Ou bien il disperse des moyens et gaspille des munitions qui sont plus coûteuses que les leures qu'elles détruisent.

L'importance de la profondeur stratégique

Disposer d'une grande profondeur stratégique est indispensable pour durer dans une guerre de haute intensité.

L'Ukraine tire sa profondeur stratégique du soutien massif et décisif des Occidentaux. Sans l'aide militaire et financière des États-Unis et des Européens, le pays serait aujourd'hui en grande partie contrôlé par la Russie. L'Ukraine s'appuie également sur une armée de *geeks* qui adapte et bricole les équipements à disposition pour développer et mettre en service très rapidement de nouvelles capacités (par exemple : drones commerciaux capables de larguer des roquettes).

La Russie dispose d'une profondeur stratégique à l'échelle d'un continent. Elle s'est préparée à cette guerre en réduisant certaines de ses dépendances. Ainsi, depuis 2014, elle est passée de premier importateur à premier exportateur mondial de blé. Elle a aussi maintenu des finances publiques saines, avec une quasi-absence de déficit public depuis 1999 et une dette très faible de seulement 17% de son PIB. Dès le début de la guerre, elle a facilement basculé en économie de guerre, en y consacrant 33% de ses dépenses publiques et en réorganisant son industrie de défense pour augmenter sa production. La Russie a toutefois maintenu des dépendances fortes envers l'Occident dans de nombreux domaines, comme l'électronique, ce qui affecte la production de ses équipements militaires les plus modernes.

La profondeur stratégique des deux belligérants tient également au fait qu'ils utilisent des équipements considérés comme obsolètes (au regard des standards des armées occidentales), aux côtés de capacités modernes. Ils entretiennent une culture patrimoniale des matériels anciens et de leur outil de production. Cela leur confère une grande partie de la masse et du volume de forces nécessaires pour affronter un conflit d'une telle échelle. Ainsi, ils ont conservé et remis en service de très nombreux matériels et munitions datant de l'époque soviétique. Du fait des sanctions économiques, la Russie a également relancé la production en masse de matériels de conception ancienne, non dépendants de la technologie occidentale, par exemple les chars T-72 dont le développement date du début des années 1970.

Des leçons doivent aussi être tirées de la manière dont l'Ukraine utilise des capacités civiles ou fait appel à des opérateurs commerciaux. Elle peut ainsi surpasser les capacités russes dans certains domaines. Par exemple, la chaîne de commandement des opérations s'appuie beaucoup sur les outils numériques du quotidien (smartphones et messageries cryptées du grand public) pour le ciblage ou la diffusion des ordres. Ces équipements sont souvent reliés à internet via la constellation Starlink et ses milliers de satellites qui offrent une continuité de

service quasi garantie. L'Ukraine achète également des prestations de service auprès d'opérateurs commerciaux occidentaux. Les GAFAM ont eu un rôle décisif dans la protection des infrastructures critiques ukrainiennes et dans la sauvegarde de données sensibles notamment pour le secteur bancaire. En matière d'observation spatiale, l'Ukraine a également développé une capacité à commander et à récupérer très rapidement des images du théâtre, *via* une dizaine de satellites commerciaux d'observation. Les images dont elle bénéficie sont mises à jour plus régulièrement que celles dont disposent les Russes avec leurs satellites militaires.

L'usage de ces outils et de ces services ne semble pas poser de problème de sécurité aux Ukrainiens, probablement parce que les fournisseurs sont occidentaux, à l'exception notable des milliers de drones achetés auprès du chinois DJI, le leader mondial du marché.

Les enseignements pour la France

L'irrationalité de la guerre en Ukraine invite aussi à s'interroger sur de possibles biais cognitifs : le professionnel sait qu'il ne sait pas tout. Quand on lance une opération militaire, nul ne peut être certain de sa durée ni du résultat final. Cette guerre allonge la liste des exemples historiques de conflits qui ont été beaucoup plus longs qu'escompté au départ. Face à un ennemi symétrique, il ne faut jamais faire l'économie d'une phase de façonnage intense, par une campagne aérienne, au début de l'opération. Il faut faire mal, très fort et très vite, renforcer la létalité et l'efficacité des premières attaques pour sidérer et effondrer d'emblée la volonté de l'adversaire.

La compréhension des régimes fonctionnant en « boîte noire » restera toujours un défi. Mais pour saisir les intentions de nos adversaires et déceler les signaux faibles d'un possible passage à l'acte, il s'agit de continuer à renforcer la qualité et la diversité de nos capteurs de renseignement, continuer à s'ouvrir aux expertises extérieures (chercheurs, think tanks...) et développer la culture du *wargame* pour tester différents scénarios.

L'extension des espaces de conflictualité recèle pour les armées occidentales et pour les armées françaises des risques qui peuvent également être autant d'opportunités.

Elle favorise d'abord les stratégies hybrides et de contournement qui se développent insidieusement dans les espaces communs propices à la dissimulation et qui combinent des modes d'action militaires et non militaires, directs et indirects, réguliers ou irréguliers. À ce titre, nous devons être capables de contrer ces stratégies et nous devons apprendre à les maîtriser, dans le respect des principes qui fondent nos actions.

Quand la confrontation devient directe, l'extension des domaines de conflictualité constitue également une opportunité pour casser la volonté de l'adversaire. Une attaque savamment orchestrée, dans tous les milieux et champs de conflictualité, permet de concentrer les effets pour sidérer et saturer ses défenses. Quand l'espace de bataille est sévèrement contesté, cette intégration M2MC⁴ permet également de reprendre l'initiative en créant des bulles temporaires d'hypersupériorité.

Notre stratégie de développement capacitaire prend bien en compte les nouveaux domaines de conflictualité (cyber, espace, informationnel). Le retour en force de la guerre électronique appelle toutefois à consacrer davantage de ressources à ce domaine, d'autant qu'en France il n'est pas incarné par une armée ou un organisme à haute visibilité. Mais l'extension de la toile de la conflictualité pose un problème de soutenabilité budgétaire et oblige donc à des renoncements difficiles. En effet, elle crée de nouveaux besoins capacitaires et elle étire des ressources toujours limitées. Un modèle d'armée complet, capable de couvrir tous les risques sécuritaires, devient alors de plus en plus inaccessible, sauf à disposer de capacités échantillonnaires.

4. M2MC : multimilieux et multichamps.

La profondeur stratégique française s'appuie obligatoirement sur la solidarité euro-atlantique. L'efficacité de cette solidarité suppose une grande interopérabilité entre alliés et implique une maîtrise collective des dépendances stratégiques identifiées. La reconstitution de stocks d'armement et de munitions complexes exige en revanche un effort national particulier, car nos équipements diffèrent souvent de ceux de nos alliés. La consolidation de notre profondeur stratégique nous impose également de renouer avec la « masse » et pour cela résoudre le dilemme très complexe qui oppose la haute technologie – réputée chère – et le volume de forces qui est nécessaire pour tenir et durer dans une guerre de haute intensité.

Face à la plus grande transparence du champ de bataille, il convient d'entraîner nos forces à la dispersion, à la mobilité et à la discrétion physique et électromagnétique.

Enfin, le nivellement opérationnel et technologique et la facilité d'accès à certaines technologies invitent à considérer plus sérieusement le recours aux outils numériques du quotidien et aux fournisseurs de services commerciaux pour compléter et assurer la redondance de nos systèmes militaires équivalents. Cela renforce aussi l'intérêt de disposer de champions industriels nationaux dans ces domaines (numérique, espace...), capables de développer, maintenir et sécuriser ce type de capacité duale.

Conclusion

La guerre d'agression contre l'Ukraine constitue une étape supplémentaire dans la dégradation de notre environnement stratégique. Elle concrétise plusieurs tendances à l'œuvre depuis une dizaine d'années, par exemple le durcissement de la compétition stratégique, la désinhibition de certaines puissances et le délitement de l'ordre international fondé sur le multilatéralisme et la règle de droit.

Ce conflit vient replacer la guerre de haute intensité dans les horizons possibles de nos futurs engagements militaires mais surtout il est riche d'enseignements sur les caractéristiques et les grandes tendances qui caractérisent la conflictualité moderne. Même si la France ne sera probablement pas confrontée, à court-moyen terme, au même scénario, nos futurs engagements auront des similitudes avec cette guerre. Nos armées se trouveront face aux risques et aux opportunités que constituent l'extension des domaines de conflictualité, la plus grande transparence du champ de bataille, le nivellement opérationnel et technologique et le besoin de profondeur stratégique.

POUR ALLER PLUS LOIN :

- Philippe GROS, Vincent TOURRET, « Guerre en Ukraine : analyse militaire et perspectives », *Recherches & Documents*, Fondation pour la recherche stratégique, avril 2023.
- Céline MARANGÉ (dir.), « Les conséquences de la crise ukrainienne en Europe, *Les Champs de Mars*, n° 29, 2017.
- Marie-Élise SAROTTE, *Not One Inch. America, Russia, and the Making of Post-Cold War Stalemate*, New Haven (CT), Yale University Press, 2021.
- Timothy SNYDER, « Conférences sur l'histoire de l'Ukraine et l'origine de la guerre » : <https://online.yale.edu/courses/making-modern-ukraine>
- Mykhaylo ZABRODSKYI *and all*, « Preliminary Lessons in Conventional Warfighting from Russia's Invasion of Ukraine: February–July 2022 », Special Report, London, Royal United Services Institute (RUSI), 30 novembre 2022.

Audition du chef d'état-major des armées

Paris, le 13 juillet 2022 – Extraits

[...]

La dégradation du contexte international durant la dernière décennie, récemment illustrée par la guerre en Ukraine, se caractérise par trois tendances.

Première tendance, l'emploi désinhibé de la force est redevenu pour beaucoup le mode de règlement des conflits. Les structures internationales de régulation qui jouaient un rôle de tampons et de ralentisseurs s'affaiblissent... Si le réarmement n'est pas un fait nouveau, nous constatons une désinhibition dans l'emploi de la force, l'Ukraine en étant l'exemple le plus emblématique.

Ensuite, deuxième tendance, la liberté d'action est contestée, pour les militaires comme pour les États. Sur les plans tactique et opératif, dans l'emploi des unités sur le terrain. Durant les vingt dernières années, le combat contre le terrorisme militarisé n'était certes pas facile, mais notre supériorité ne pouvait être contestée que dans le milieu terrestre.

[...]

La troisième tendance est le changement d'échelle. Il se traduit tout d'abord par l'extension de la conflictualité à l'ensemble des milieux et des champs et donc aussi des grands fonds marins, du cyber, de l'espace exo-atmosphérique, du champ informationnel et la combinaison d'actions dans ces différents champs, propices aux stratégies hybrides qui compliquent notre positionnement et nos capacités de réaction. Ce changement d'échelle se traduit également dans le volume des unités et les types de combats engagés. [...] En Ukraine, par le seul engagement des unités d'active, on trouve quelque 150 000 hommes de chaque côté. Ce changement d'échelle a des conséquences non seulement sur la consommation des munitions, mais aussi sur les pertes, cela dans des proportions inconnues dans les engagements actuels.

[...]

Source : Assemblée nationale, https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/comptes-rendus/cion_def/l16cion_def2122006_compte-rendu.pdf